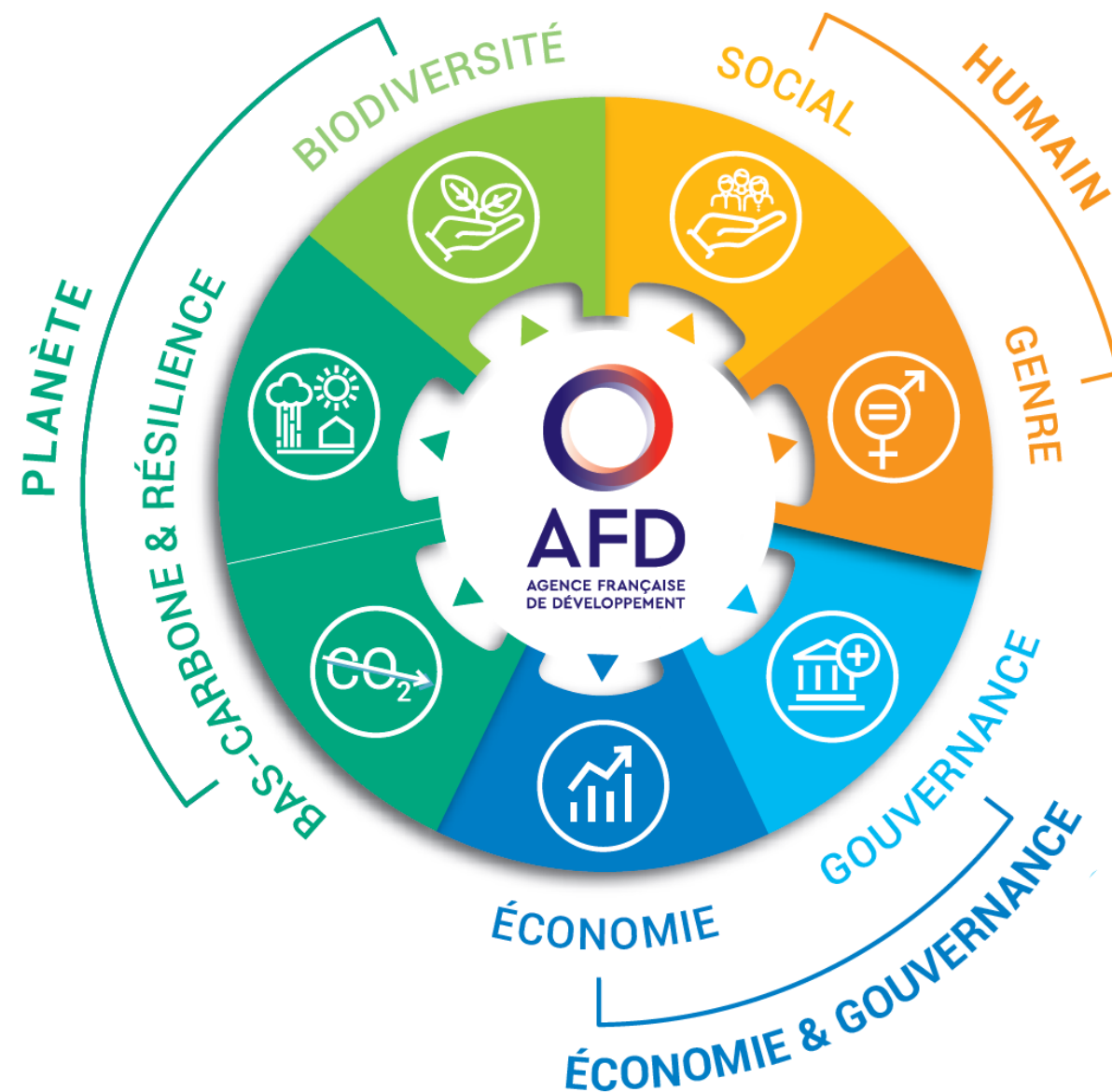


# DISPOSITIF D'ANALYSE ET D'AVIS DÉVELOPPEMENT DURABLE



# LA VALEUR AJOUTÉE DU DISPOSITIF



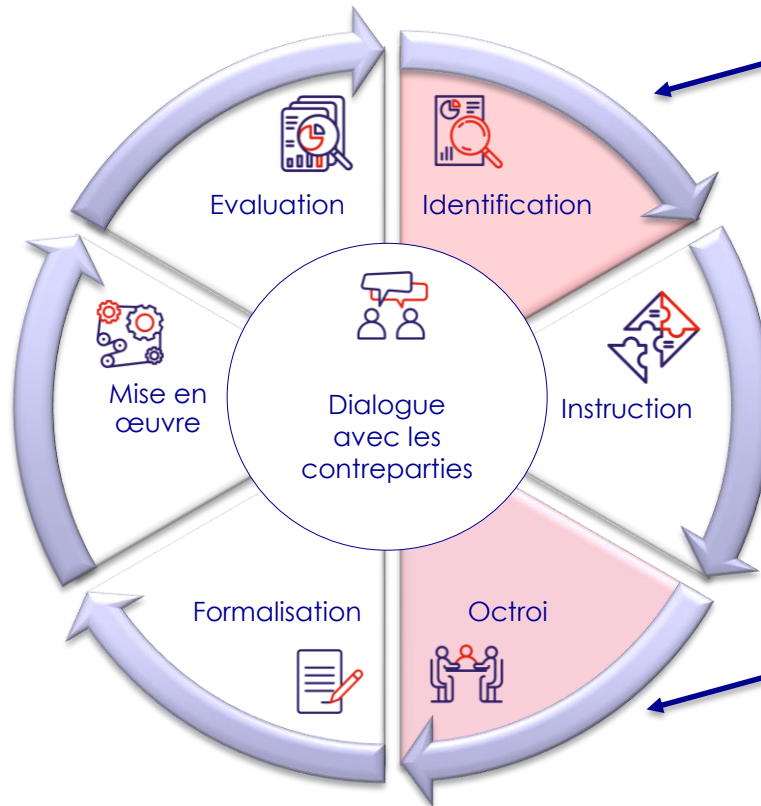
Outil « d'**alignement** » aux objectifs de développement durable  
→ ne pas nuire et optimisation des impacts + lien avec le SDG bond

Outil de **questionnement systématique** sur le développement durable pour le dialogue avec nos partenaires et clients → **référentiel commun**

Outil d'**apprentissage** pour l'amélioration continue des pratiques sur le développement durable

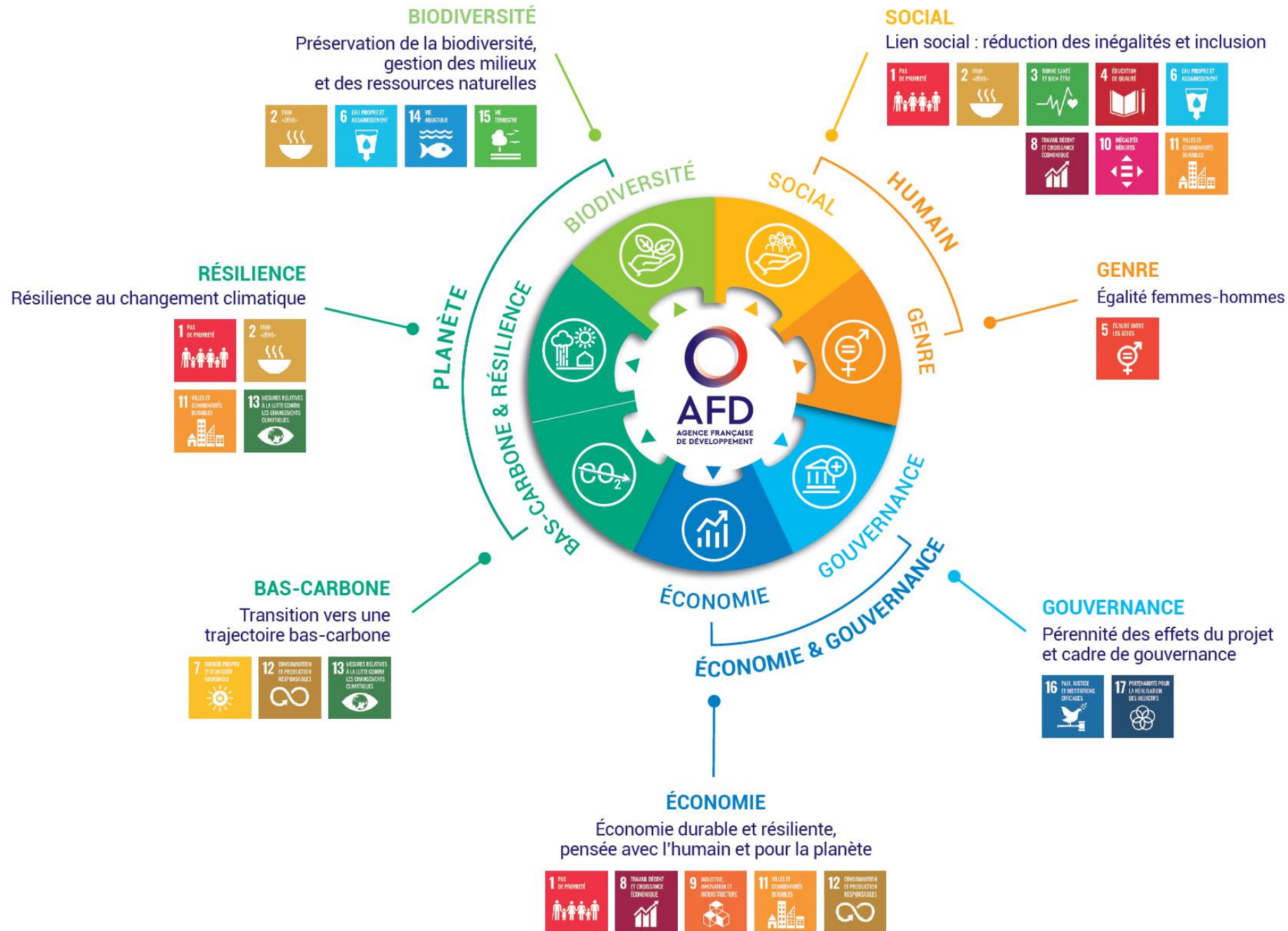
# L'AVIS DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Émis par une équipe **indépendante** des opérations, qui participe au cycle d'instruction










En KOM et CID,  
« **second regard** » sur les enjeux de  
développement durable  
→ un soutien méthodologique mais pas une  
équipe d'appui (différent d'AES)

En CCR / CoSub  
émission d'un **avis développement durable**  
provisoire, puis définitif (après débats)  
qui éclaire la décision des instances  
(CA, CEE, COM)





PILIER		DIMENSIONS		- 2	- 1	0	+ 1	+ 2	+ 3
PLANÈTE		<b>BIODIVERSITÉ</b> Préservation de la biodiversité, gestion des milieux et des ressources naturelles	Le projet dégrade la biodiversité et les ressources naturelles de façon significative et à long-terme : il est susceptible de porter atteinte à des habitats critiques ou il convertit/détérioré des habitats naturels sans mesures compensatoires	Le projet a des impacts résiduels sur la biodiversité et les ressources naturelles : – il dégrade des habitats modifiés en l'absence de mesures d'atténuation ; – OU il dégrade des habitats naturels malgré la définition de mesures d'atténuation – OU il incite à des pratiques dommageables pour la biodiversité	Le projet n'a pas d'effet négatif sur la biodiversité et les ressources naturelles et n'identifie pas d'opportunité de valorisation ou d'amélioration de l'état de la biodiversité ou des ressources naturelles	Un dialogue a été mené avec la maîtrise d'ouvrage sur les enjeux de préservation de la biodiversité et/ou de gestion durable des ressources naturelles ET/OU le projet a des impacts positifs non intentionnels et non démontrés sur la biodiversité ou des ressources naturelles	Le projet a pour objectif secondaire de contribuer à la préservation de la biodiversité ou à la gestion durable des ressources naturelles	Le projet a pour finalité d'améliorer structurellement l'état de la biodiversité et/ou d'assurer la qualité écologique et la pérennité des ressources naturelles	
		<b>BAS-CARBONE</b> Transition vers une trajectoire bas-carbone	Le projet implique un effet de verrouillage à long terme qui met en péril la pertinence du recours à des solutions moins carbonées dans son secteur ou la mise en œuvre d'une trajectoire bas-carbone	Le projet n'est pas cohérent avec les objectifs des politiques Climat du pays ou avec les enjeux identifiés dans le cadre de l'analyse de sa trajectoire bas-carbone	Après analyse, le projet n'a pas d'effet sur les leviers de changement mais reste cohérent avec une trajectoire bas-carbone	Le projet est aligné avec les enjeux Climat du pays et contribue à une trajectoire bas-carbone par son action sur au moins un levier parmi les suivants : (i) mesures techniques ; (ii) mobilisation des acteurs financiers et privés ; (iii) effets sur les politiques publiques	Le projet contribue de façon significative à une trajectoire bas-carbone par son action sur au moins deux leviers parmi les suivants : (i) mesures techniques ; (ii) mobilisation des acteurs financiers et privés ; (iii) effets sur les politiques publiques	Le projet contribue de façon structurante à une trajectoire bas-carbone du pays par son action sur tous les leviers de changement : (i) mesures techniques ; (ii) mobilisation des acteurs financiers et privés ; (iii) effets sur les politiques publiques	
		<b>RÉSILIENCE</b> Résilience au changement climatique	Le projet n'est pas cohérent avec les objectifs d'adaptation des politiques publiques et verrouille durablement le pays dans une trajectoire de développement non résiliente au changement climatique	Deux cas de figure : 1) Le projet n'est pas cohérent avec les objectifs d'adaptation des politiques publiques ET peut accroître significativement les risques climatiques de la zone ; OU 2) le projet est exposé à des risques climatiques significatifs ou l'acteur porteur du projet est exposé à des risques physiques, sans que des mesures d'adaptation n'aient été prises pour y faire face	Le projet et ses impacts sur le secteur/système/territoire ne sont pas exposés à des risques climatiques significatifs mais restent cohérents avec les objectifs d'adaptation des politiques nationales (stratégies sectorielles, schémas d'aménagement...)	Le projet (ou l'acteur porteur du projet) est adapté : il prend en compte dans sa conception et sa mise en œuvre (ou dans ses procédures), les risques climatiques identifiés dans la zone d'intervention du projet, [« adaptation du projet »], en lien avec les politiques ou enjeux nationaux d'adaptation	Le projet (ou l'acteur porteur du projet) est adapté : – il prend en compte dans sa conception et sa mise en œuvre (ou dans ses procédures) les risques climatiques, en lien avec les priorités d'adaptation des politiques publiques ; – ET il a des effets sur l'adaptation des secteurs/filières et/ou des territoires vers des modes de développement plus résilients au changement climatique [« adaptation par le projet »] – OU il permet des actions de renforcement de capacités pour réduire les risques climatiques significatifs pesant sur le projet/filière	Le projet a un effet structurant sur la résilience climatique de la trajectoire de développement du pays, en lien avec les priorités en matière d'adaptation des politiques publiques, en actionnant les trois leviers ci-dessous : (i) il est adapté ; (ii) il réduit les risques climatiques pesant sur les secteurs / filières et territoires ou prévoit des actions de renforcement de capacités réduisant les risques climatiques ; (iii) il est transformationnel ou intègre l'incertitude	
HUMAIN		<b>SOCIAL</b> Lien social : réduction des inégalités et inclusion	Le projet aggrave les inégalités et les phénomènes d'exclusion ou de discrimination envers un ou des groupes	Le projet présente un risque non maîtrisé de dégradation des conditions de vie, de l'accès aux services essentiels, des opportunités ou des revenus	Le projet n'a pas d'effet significatif sur le lien social (réduction des inégalités et inclusion)	Le projet améliore les conditions de vie par le biais d'actions sur l'accès aux biens et services essentiels, aux opportunités ou aux revenus, et a fait l'objet d'un dialogue avec la contrepartie sur l'intégration des populations défavorisées parmi les bénéficiaires	Un des effets attendus du projet est de contribuer à la réduction des inégalités multi-dimensionnelles ainsi qu'au renforcement de l'inclusion	La réduction des inégalités multi-dimensionnelles (ciblage des 40 % des revenus les plus bas notamment) ainsi que le renforcement de l'inclusion sont les principaux objectifs du projet	
		<b>GENRE</b> Égalité femmes-hommes	Le projet présente un risque important d'aggravation des inégalités entre les femmes et les hommes	Le projet présente une opportunité de réduction des inégalités femmes-hommes, sans qu'un dialogue ou des mesures n'aient été initiés engendrant un maintien des inégalités	Après analyse et dialogue, le projet ne présente pas d'enjeu significatif en matière d'égalité femmes-hommes	Les besoins et intérêts des femmes et des hommes ont été analysés et ont fait l'objet d'un dialogue avec la contrepartie permettant de déboucher, si possible, sur des mesures ponctuelles	Le projet a pour objectif secondaire de contribuer à l'autonomisation des femmes et la réduction des inégalités femmes-hommes	L'autonomisation des femmes et la réduction structurelle des inégalités entre les femmes et les hommes est l'un des objectifs principaux du projet	
ÉCONOMIE & GOUVERNANCE		<b>ÉCONOMIE</b> Économie durable et résiliente, pensée avec l'humain et pour la planète	Le projet peut avoir pour effet de fragiliser l'économie en favorisant un modèle de croissance non soutenable et non résiliente	Le projet peut fragiliser l'entreprise/entité qui porte le projet OU favorise le maintien de modes de production et consommation non durables	Le projet n'a pas d'effet sur la durabilité et/ou la résilience de l'économie	Le projet contribue à améliorer la performance sociale et/ou environnementale du modèle économique (compétitivité, création d'emplois décents, efficacité dans l'usage des ressources)	Le projet contribue de manière substantielle à une transition vers une économie plus durable et résiliente, à même de répondre aux défis futurs (démographie, épuisement des ressources, climat, etc.)	Le projet introduit des changements structurels dans les trajectoires économiques permettant d'assurer le développement humain dans le respect des limites écologiques	
		<b>GOUVERNANCE</b> Pérennité des effets du projet et cadre de gouvernance	Le projet n'est pas en adéquation avec l'environnement institutionnel (cadre législatif, normatif) OU est en contradiction avec l'un des sous critères de gouvernance portés par l'AFD OU Le montage du projet ne tient pas compte du rôle de régulateur de l'État	Les faiblesses de la maîtrise d'ouvrage n'ont pas été suffisamment traitées dans le cadre du projet, mettant en risque sa pérennité OU malgré les mesures envisagées, l'analyse du contexte ne permet pas d'assurer la pérennité du projet	Après analyse, la pérennité des effets du projet ne peut être déterminée : – absence d'effet sur le cadre du gouvernement – absence de dispositif de suivi-évaluation, coûts récurrents, stratégie de sortie	La pérennité des effets du projet est prise en compte dans le montage du projet (ressources humaines, financement de la maîtrise d'ouvrage, outils de suivi évaluation, assistance technique) et les parties prenantes sont ciblées (instances de pilotage, comité de suivi)	Le projet prévoit des effets pérennes sur le cadre institutionnel via les modes d'élaboration de la décision (consultation et participation), l'information et la transparence	Le projet prévoit des effets significatifs sur un ou plusieurs domaines structurants de la gouvernance (fiscalité, État de droit, droits humains, participation citoyenne, gouvernance des communes, etc.)	

# BILAN CONSOLIDÉ (2018 - 2020)

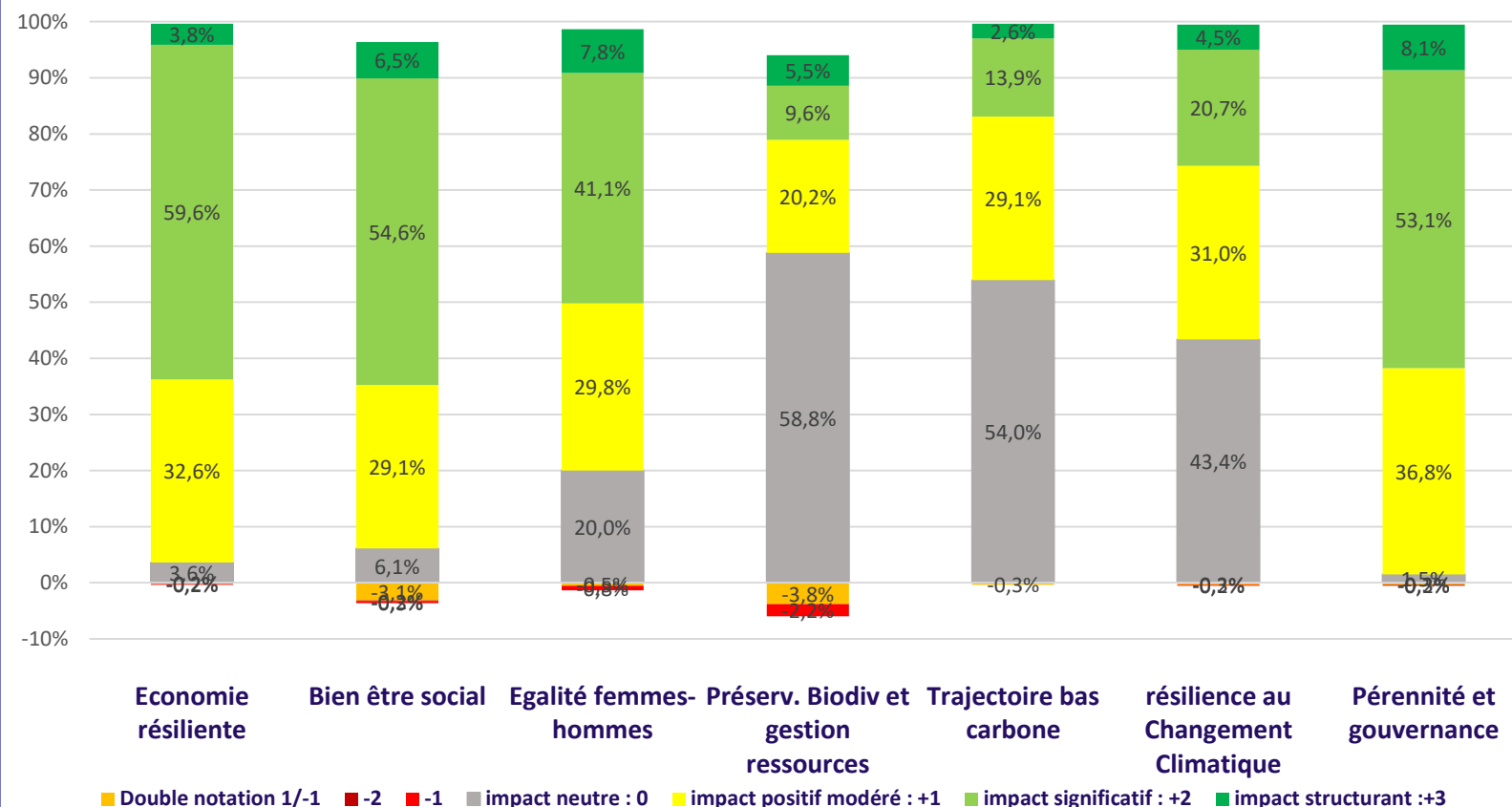
➔ Davantage d'impacts sur les **pilliers sociaux et économie & gouvernance** que sur le pilier planète

**30%** des projets ont des impacts estimés **structurants** (note +3) sur au moins une dimension du développement durable.

**26%** des projets analysés ont des impacts estimés **multidimensionnels** (effets significatifs sur l'environnement et sur le bien être social/genre)  
➔ secteurs agricole, eau et assainissement ou système financier

**18 avis réservés** (sur 603 projets)  
11 AFR, 3 OCN et 3 ORE  
concentrés sur 3 secteurs (ARB, MOB et EGI)

Notations Développement Durable du portefeuille AFD 2018-2020





# MERCI

<https://gaia.afd.fr/fr/analyse-et-avis-developpement-durable>

**#MondeEnCommun**